

Dordogne : la lettre de 3 maires de petits villages qui dénoncent "le mépris et l'arrogance humiliante" du gouvernement

Dans une lettre ouverte les maires de Montferrand du Périgord, Saint Capraise de Lalinde et Lanquais, 1 200 habitants à eux trois, dénoncent le "mépris" et "l'arrogance humiliante" du Président de la République et de son Premier Ministre face aux mobilisations de ces dernières semaines...



La mairie de Montferrand du Périgord / © France 3 Périgords -Philippe Niccolai

Certes Nathalie Fabre Maire de Montferrand du Périgord (160 habitants), Laurent Perea Maire de Saint Capraise de Lalinde (527 habitants) et Michel Blanchet Maire de Lanquais (513 habitants) sont proches du *Parti Communiste*, mais il y a de grandes chances pour que leur lettre ouverte touche un public plus large, à commencer par celui des *gilets jaunes* avec lesquels ils entament leur

lettre ouverte...

Évoquant les mobilisations de ces dernières semaines, et la réponse du Premier Ministre ce mardi, ils estiment que

"les annonces faites aujourd'hui par Edouard Philippe ne sont pas de nature à apaiser le climat."

Et de rappeler la manière dont avait été traité l'appel des habitants, des associations et des élus en mai dernier après l'appel de Grigny et le plan Borloo préparés par des milliers de personnes.

Une attitude de "mépris"... "prémonitoire de l'arrogance envers les habitants du rural et du périurbain".

Ces trois personnalités locales estiment qu'en tant que maires de modestes villages ruraux ils se reconnaissent dans la mobilisation actuelle, confrontés qu'ils sont quotidiennement aux "souffrances et appels au secours" de leur population...

Et d'avertir que

"ce mépris d'État est très dangereux pour la démocratie, pour notre République. En effet, habitants des quartiers et des campagnes n'en peuvent plus de la vie qui leur est faite. Ils ne demandent pas la lune, simplement de vivre décemment."

La totalité de la lettre à lire ci-dessous

Lalinde, le mardi 4 décembre 2018

Appel de :

Nathalie FABRE, Maire de Montferrand du Périgord (160 habitants)

Laurent PEREA, Maire de Saint Capraise de Lalinde (527 habitants)

Michel BLANCHET, Maire de Lanquais (513 habitants)

Depuis trois semaines, de fortes mobilisations se développent dans notre pays sur fond de colère contre les fins de mois invivables. Les annonces faites aujourd'hui par Edouard Philippe ne sont pas de nature à apaiser le climat.

Face à ce mouvement citoyen et démocratique, le Président de la République et son Premier Ministre répondent par du mépris et une arrogance humiliante.

Cette attitude nous rappelle la manière dont ils ont traité l'appel des habitants, des associations et des élus en mai dernier. En effet, après l'appel de Grigny et le plan Borloo préparés par des milliers de personnes, la réponse fut : *"rien à voir, circulez, on verra plus tard !"*. Et ce après la baisse des APL, des contrats aidés et crédits politiques de la ville. Ce mépris était prémonitoire de l'arrogance envers les autres habitants du rural et du périurbain.

Maires de villages populaires, nous nous reconnaissons dans cette mobilisation d'autant plus que nous sommes présents au quotidien sur le terrain avec les habitants pour exiger les moyens financiers nécessaires pour relever le défi de l'égalité. Nous entendons chaque jour, les souffrances, les appels au secours.

Ce mépris d'État est très dangereux pour la démocratie, pour notre République. En effet, les habitants des quartiers et des campagnes n'en peuvent plus de la vie qui leur est faite. Ils ne demandent pas la lune, simplement de vivre décemment. La promesse de l'égalité républicaine s'est perdue sous l'ultra-libéralisme et 10 ans de politiques non stop d'austérité.

Nombre de revendications émergeant du territoire sont possibles dès maintenant, qu'il s'agisse de l'annulation de l'augmentation programmée des carburants, de l'augmentation du SMIC et des salaires dès janvier (certains proposent plus 200 euros), du rétablissement de l'ISF, de réformes fiscales...

Pour résumer en une phrase ces demandes, le gouvernement doit entendre l'exigence de justice sociale.

La colère, souvent sourde dans nos quartiers et villages, s'exprime fortement sur tout le territoire et se traduit par le fait qu'une très grande majorité de nos concitoyens soutiennent le mouvement.

Nous sommes respectueux de l'exigence d'indépendance du mouvement mais nous pensons que nous serons encore plus forts en étant "tous ensemble" comme le scandaient les *Gilets Jaunes* dans certaines manifestations.

L'heure est grave, il y a urgence, le pouvoir doit donner des signes forts tout de suite.

Vivre ensemble, vivre en Grand la République pour une réconciliation nationale exige un changement de cap.